



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr. générale
11 octobre 2000
Français
Original: anglais/russe

**Assemblée générale
Cinquante-cinquième session**
Points 14, 40, 59, 60, 73, 81, 94, 95 et 105
de l'ordre du jour

**Conseil de sécurité
Cinquante-cinquième année**

Rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique

La situation au Moyen-Orient

**Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité
et de l'augmentation du nombre de ses membres
et questions connexes**

**Réforme de l'Organisation des Nations Unies :
mesures et propositions**

Désarmement général et complet

Traité d'interdiction complète des essais nucléaires

**Développement durable et coopération
économique internationale**

Environnement et développement durable

Prévention du crime et justice pénale

Lettre datée du 5 octobre 2000, adressée au Secrétaire général par les Représentants permanents du Japon et de la Fédération de Russie auprès de l'Organisation des Nations Unies

Nous avons l'honneur de vous faire tenir ci-joint le texte d'une déclaration commune concernant la coopération entre la Fédération de Russie et le Japon dans les affaires internationales, signée à Tokyo par M. V. V. Poutine, Président de la Fédération de Russie, et M. Y. Mori, Premier Ministre du Japon, le 5 septembre 2000 (voir annexe).

Nous vous serions reconnaissants de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre et de son annexe comme document de l'Assemblée générale, au titre des points 14, 40, 59, 60, 73, 81, 94, 95 et 105 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Yukio **Sato**

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
de la Fédération de Russie auprès
de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Sergey **Lavrov**

**Annexe à la lettre datée du 5 octobre 2000, adressée
au Secrétaire général par les Représentants permanents
de la Fédération de Russie et du Japon
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

**Déclaration commune concernant la coopération entre le Japon
et la Fédération de Russie dans les affaires internationales**

Le Premier Ministre du Japon et le Président de la Fédération de Russie (dénommés ci-après « les deux parties »)

Réaffirmant la Déclaration de Moscou sur l'instauration d'un partenariat productif entre le Japon et la Fédération de Russie,

Soulignant l'importance qu'ils attachent à l'approfondissement d'un dialogue politique fondé sur la confiance entre les deux pays,

Reconnaissant que la promotion d'une coopération constructive entre le Japon et la Fédération de Russie sur la scène internationale en vue de résoudre des questions qui concernent la communauté internationale est un aspect essentiel de l'établissement d'un partenariat bilatéral,

Déclarant qu'une telle coopération, qui n'est dirigée à l'encontre d'aucun pays ou territoire tiers, contribue à rendre la situation internationale plus prévisible,

Affirmant qu'il importe que les deux parties intensifient leurs efforts communs visant à renforcer la paix et la sécurité internationales, conformément à la Charte des Nations Unies, et assument leurs responsabilités au sein de la communauté internationale,

Compte tenu de la proximité des démarches japonaise et russe en ce qui concerne les grandes questions internationales,

Déclarent ce qui suit :

I. Questions d'intérêt mondial

1. Les deux parties, dans un esprit de partenariat productif, s'efforcent conjointement d'instaurer un nouvel ordre mondial axé sur la prévention et le règlement pacifique des conflits armés, tout en préservant la diversité des États sur le plan spirituel, culturel et économique, conformément aux principes de respect mutuel, d'égalité et de coopération réciproque. Elles coopèrent également avec l'Organisation des Nations

Unies, qui joue un rôle central dans le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

2. Les deux parties affirment qu'elles appuient et soutiennent les efforts menés par la communauté internationale en vue d'adopter des régimes plus rigoureux concernant la maîtrise des armes nucléaires, le désarmement et la non-prolifération, y compris au niveau régional, et qu'elles poursuivront leurs consultations en vue d'atteindre cet objectif.

Les deux parties se félicitent de l'adoption, par la Conférence des Parties chargée d'examiner le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, de documents finals prévoyant des mesures supplémentaires de désarmement nucléaire.

Les deux parties sont également favorables à la prompte entrée en vigueur du Traité d'interdiction complète des essais nucléaires et appellent les États qui n'ont encore ni signé ni ratifié le Traité, et surtout ceux dont la ratification est nécessaire pour que le Traité puisse entrer en vigueur, à le faire sans retard. Les deux parties sont en faveur de la prompte entrée en vigueur et de l'application intégrale du Traité sur de nouvelles réductions et limitations des armements stratégiques offensifs (START II) et de la conclusion de START III dans les meilleurs délais, tout en étant convaincues de la nécessité de préserver et renforcer le Traité sur les missiles antibalistiques, qui est la pierre angulaire de la stabilité stratégique et d'une réduction plus poussée des armements stratégiques offensifs.

Les deux parties affirment qu'elles poursuivent et renforcent leurs efforts concernant le régime de contrôle de la technologie des missiles (RCTM) à des fins de non-prolifération. Elles reconnaissent la nécessité d'examiner et de promouvoir plus avant les mesures multilatérales de lutte contre la prolifération des missiles. À cet égard, les deux parties soutiennent fermement les travaux importants menés sur le régime de contrôle de la technologie des missiles et examinent la proposition tendant à instaurer un système de surveillance internationale.

Les deux parties soulignent à quel point il importe de renforcer l'efficacité des garanties de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et se déclarent convaincues que les mesures qui viennent d'être introduites dans les protocoles additionnels aux accords relatifs à l'application de garanties renforceront la capacité de détection de l'AIEA en ce qui concerne les matériaux et activités nucléaires non déclarés.

Les deux parties collaborent pour améliorer la transparence des transferts d'armes afin de prévenir toute accumulation excessive d'armements qui pourrait déstabiliser la région.

3. Les deux parties expriment leur intention d'approfondir les actions concertées en ce qui concerne la réforme de l'Organisation des Nations Unies, en vue de renforcer sa capacité d'agir promptement et efficacement pour répondre aux demandes et aux défis du monde contemporain. Les deux parties sont convaincues qu'au nombre des réformes de l'ONU, celles qui visent à renforcer le rôle et l'autorité du Conseil de sécurité sur la base d'un accord général entre les États Membres occupent une place à part. La Fédération de Russie est favorable à ce que le Japon, qui est candidat, devienne un membre permanent du Conseil de sécurité.

Les deux parties affirment qu'elles participent activement aux discussions menées dans le cadre du Sommet du Groupe des Huit et contribuent à renforcer encore la coopération entre les membres du Groupe des Huit.

4. Les deux parties renforcent leur dialogue et leur coopération en matière de développement économique. Elles reconnaissent combien il importe d'intégrer la Fédération de Russie dans le système économique international, notamment par son adhésion à l'Organisation mondiale du commerce (OMC). Le Gouvernement japonais continue de soutenir les réformes menées par le Gouvernement russe et exprime son intention de continuer à promouvoir activement la coopération technique et autre avec la Russie, y compris la coopération en matière de formation des entreprises et de formation des fonctionnaires et agents publics. La Fédération de Russie salue et appuie les efforts menés par le Japon pour surmonter la crise financière et économique en Asie, qui ont un impact positif sur la situation économique de la Fédération de Russie.

5. Les deux parties affirment l'interdépendance du développement socioéconomique et de la protection de

l'environnement, ainsi que la nécessité d'approfondir la coopération en matière de protection de l'environnement, afin de mettre en œuvre au niveau mondial des politiques propices au développement durable. Les deux parties reconnaissent d'un commun accord que, dans un tel contexte, l'Organisation des Nations Unies pourrait jouer un rôle encore plus important dans la coordination de l'assistance visant à promouvoir le développement et l'intégration des pays en développement et des pays en transition dans l'économie mondiale.

Les deux parties expriment leur intention de collaborer pour lutter contre les changements climatiques et d'autres problèmes environnementaux de portée mondiale.

6. Les deux parties appuient le renforcement général de la coopération internationale dans la lutte contre toutes les formes de terrorisme, y compris l'adoption de mesures pratiques et efficaces visant à prévenir, réprimer et éliminer le terrorisme, ainsi qu'à traduire en justice ceux qui participent à la préparation ou à l'exécution d'attentats terroristes.

Se félicitant de l'adoption de la Convention internationale pour la répression du financement du terrorisme, les deux parties affirment que cette convention, jointe aux autres conventions relatives à la prévention du terrorisme, contribuera à étendre le cadre juridique de la coopération en matière de lutte contre le terrorisme.

Les deux parties se félicitent aussi du fait que le projet de convention contre le crime transnational organisé a été achevé et coopère activement en vue d'achever les travaux sur les trois protocoles y relatifs d'ici à la fin de l'année 2000.

Les deux parties expriment leur intention de poursuivre des échanges de vues bilatéraux et d'autres formes de coopération pratique pour lutter contre la criminalité, en particulier le trafic de drogues et d'armes légères, le braconnage et la contrebande de produits marins.

II. Région Asie-Pacifique

1. Les deux parties accordent la plus haute priorité aux questions de sécurité dans la région de l'Asie et du Pacifique, y compris en Asie du Nord-Est, et font tout pour promouvoir la confiance, la stabilité ainsi que la prévisibilité dans la région.

Les deux parties affirment qu'elles souhaitent participer plus activement au dialogue politique et au processus de développement économique dans la région de l'Asie et du Pacifique dans le cadre multilatéral.

2. Les deux parties se disent prêtes à développer les échanges de vues et la coopération sur toute une série de questions liées à la sécurité régionale, en tirant parti des consultations et des contacts bilatéraux existants, ainsi que du Forum régional de l'ANASE et d'autres possibilités de coopération dans le cadre d'un dialogue multilatéral dans la région de l'Asie et du Pacifique.

Les deux parties, considérant que de tels efforts accéléreront le développement économique, amélioreront le niveau de vie des populations dans les deux pays et favoriseront l'intégration de la Fédération de Russie dans le processus économique de la région de l'Asie et du Pacifique et dans l'économie mondiale, ainsi que la stabilité et l'optimalisation de l'économie régionale, expriment leur intention d'intensifier leur coopération dans le cadre de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique.

Les deux parties apprécient au plus haut point le rôle joué par l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE), par le Forum régional de l'ANASE, l'Association de coopération économique Asie-Pacifique et d'autres cadres régionaux dans l'instauration d'un environnement propice à la stabilité, au développement économique et à la coopération internationale dans la région Asie-Pacifique.

Le Japon note et comprend le souhait de la Fédération de Russie de participer aux activités du Sommet Asie-Europe, et coopère avec la Fédération de Russie pour faire progresser le dossier de la participation russe.

3. Les deux parties approuvent le renforcement du régime de non-prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, et appuient la poursuite des consultations entre l'ANASE et les puissances nucléaires en vue de la signature du Protocole au Traité portant création d'une zone exempte d'armes nucléaires en Asie du Sud-Est. Les deux parties notent que les zones exemptes d'armes nucléaires peuvent contribuer à renforcer le régime du TNP et à atteindre l'objectif d'un monde dénucléarisé.

4. Les deux parties sont convaincues de l'importance qu'il y a à réduire la tension dans la pé-

ninsule coréenne et confirment leur opinion commune selon laquelle il est souhaitable que le dialogue se poursuive entre la République de Corée et la Corée du Nord. Dans cette perspective, elles se félicitent des résultats du Sommet intercoréen tenu en juin 2000.

III. Questions régionales

1. En ce qui concerne le processus de paix au Moyen-Orient, les deux parties affirment qu'elles soutiennent tous les efforts qui sont faits pour parvenir à une paix juste, globale et durable au Moyen-Orient, conformément aux résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité, ainsi qu'aux principes de la Conférence de Madrid, y compris la formule « paix contre territoire ».

Les deux parties soutiennent fermement la poursuite du processus de paix dans tous les formats de négociation, y compris les négociations multilatérales destinées à renforcer la stabilité et à promouvoir la coopération au Moyen-Orient.

2. En ce qui concerne l'Asie centrale, les deux parties accordent la priorité la plus élevée à l'amélioration de la sécurité et de la stabilité dans la région, et appuient l'idée de créer une zone exempte d'armes nucléaires en Asie centrale, ainsi que les efforts déployés par les pays de la région pour assurer la sécurité nationale, régionale et mondiale.

Fait à Tokyo, le 5 septembre 2000.

Le Premier Ministre du Japon
(Signé) Yoshiro **Mori**

Le Président de la Fédération de Russie
(Signé) Vladimir Vladimirovich **Putin**